



Distribution: générale

Date: 2 octobre 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/7-C/1/3

Questions opérationnelles

**Pour information**

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## **Augmentation budgétaire pour le programme de pays Burkina Faso 200163**

<b>Coût (en dollars É.-U.)</b>			
	<b>Budget actuel</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Budget révisé</b>
Produits alimentaires et coûts connexes	44 608 289	3 978 121	48 586 410
Transferts de type monétaire et coûts connexes	5 561 300	-	5 561 300
Développement et augmentation des capacités	2 197 954	1 741 277	3 939 231
<b>Coût total pour le PAM</b>	<b>66 473 372</b>	<b>7 659 145</b>	<b>74 132 517</b>

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

### **Décision**

Le Conseil a approuvé par correspondance l'augmentation budgétaire de 7 659 145 dollars É.-U. pour le programme de pays Burkina Faso 200163, ainsi que la prolongation du programme pour une durée de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018.

*22 septembre 2017*

#### **Coordonnateurs responsables:**

M. A. Dieng  
Directeur régional  
Afrique de l'Ouest  
courriel: [abdou.dieng@wfp.org](mailto:abdou.dieng@wfp.org)

M. D. Bulman  
Directeur de pays  
courriel: [david.bulman@wfp.org](mailto:david.bulman@wfp.org)

## Nature de l'augmentation

1. La présente augmentation budgétaire permettra de financer la prolongation du programme de pays 200163 pour une durée d'un an afin de maintenir les activités en cours qui visent à mettre au point des solutions durables et novatrices au problème persistant de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition au Burkina Faso, conformément aux priorités de développement définies par le Gouvernement pour la période 2016–2020. Cette prolongation permettra de faire concorder le programme de pays avec la période couverte par le plan stratégique de pays provisoire (PSPP), allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018, ce qui laissera assez de temps au bureau de pays pour entamer des consultations sur l'élaboration d'un plan stratégique de pays (PSP) complet, qui sera présenté au Conseil d'administration en novembre 2018. Un examen stratégique national Faim zéro est en cours et guidera l'élaboration du PSP.
2. La révision budgétaire prévoit la poursuite des activités menées au titre des repas scolaires, le développement de filières renforcées au profit des petits exploitants et le renforcement des achats locaux ainsi que de l'initiative Achats au service du progrès à l'échelle nationale. Pendant la période de prolongation du programme de pays, les capacités nationales seront renforcées afin de mieux recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel. Des conseils sur les politiques à suivre et un appui technique seront fournis en vue d'améliorer la gestion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des repas scolaires, ainsi que l'efficacité des mécanismes de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence mis en place à l'échelon national et local.
3. Plus précisément, cette révision budgétaire permettra de:
  - financer l'achat de 4 240 tonnes de produits alimentaires supplémentaires destinés à assurer des transferts de vivres, d'une valeur de 3 062 057 dollars;
  - couvrir une hausse des frais de transport extérieur, de transport terrestre, d'entreposage et de manutention et d'autres coûts opérationnels directs, d'un montant de 873 713 dollars;
  - fournir un montant supplémentaire de 1 741 277 dollars destiné au développement et à l'augmentation des capacités;
  - de financer une augmentation de 1 438 682 dollars du montant des coûts d'appui directs.

## Justification de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

### Résumé des activités en cours

4. À l'heure actuelle, le PAM exécute deux programmes au Burkina Faso: un programme de pays et une intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR). La présente révision budgétaire est proposée pour financer la prorogation du programme de pays; une prolongation de l'IPSR sera demandée séparément.
5. Le programme de pays 200163 contribue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier celle des femmes et des enfants, moyennant un programme de repas scolaires organisé dans les écoles primaires de deux provinces de la région du Sahel, prévoyant la fourniture de rations à emporter pour les filles et la distribution de yaourts produits localement pour remplacer le SuperCereal importé; un appui à la prévention de la malnutrition chronique grâce à une supplémentation alimentaire ciblée pour les enfants âgés de 6 à 23 mois dans la région du Sahel, où les taux de malnutrition sont les plus élevés; la fourniture d'aliments sur ordonnance aux personnes sous traitement antirétroviral, qui reçoivent du SuperCereal, de l'huile végétale et des transferts de type monétaire; des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs destinées à accroître la résilience des communautés rurales vulnérables exposées à des chocs et à l'insécurité alimentaire; et la promotion du renforcement des chaînes de valeur agricoles grâce aux achats locaux effectués auprès de petits producteurs et d'unités de traitement du lait exploitées par des groupes de femmes, qui produisent, collectent et transforment le lait en yaourts servis au cours des repas scolaires, et à l'enrichissement des aliments.

6. L'IPSR 200793 cherche à remédier aux niveaux élevés de dénutrition et d'insécurité alimentaire en assurant une supplémentation alimentaire ciblée afin de traiter la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, et les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition; une supplémentation alimentaire généralisée pour prévenir la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 23 mois; et des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs destinées aux hommes et aux femmes et utilisant les transferts de type monétaire. Dans le cadre de l'IPSR, les réfugiés maliens en situation d'insécurité alimentaire ou dont la consommation alimentaire est limitée et qui vivent dans deux camps officiels dans la région du Sahel bénéficient de distributions générales de vivres mensuelles et de transferts de type monétaire.

### **Conclusion et recommandations issues de la réévaluation**

7. La présente révision budgétaire doit permettre de financer une partie de l'appui qu'apporte le PAM au Burkina Faso pour l'aider à atteindre l'objectif Faim zéro, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030.
8. Plus de 2,4 millions de personnes sont exposées au risque d'insécurité alimentaire et environ 213 000 sont en proie à l'insécurité alimentaire et ne parviennent pas à subvenir aux besoins alimentaires essentiels de leur ménage. Selon les estimations, la production céréalière pour 2016/17 s'établit à 4,7 millions de tonnes, soit 12,3 pour cent de plus que la campagne précédente et 6,48 pour cent de plus que la moyenne des cinq dernières années. Des céréales sont certes disponibles sur les marchés locaux et les cours sont plus bas que l'an dernier, mais les prix n'ont pas retrouvé leurs niveaux d'avant la crise de 2011 et l'accessibilité à la nourriture reste une gageure pour les ménages pauvres, qui représentent environ 40,1 pour cent de la population.
9. À l'issue des troubles politiques et sociaux de 2014, un gouvernement de transition a été établi, des élections présidentielles ont eu lieu en novembre 2015 et des élections municipales ont été organisées en mai 2016. Le nouveau gouvernement a élaboré le Plan national de développement économique et social (PNDES), qui couvre la période 2016–2020 et est axé sur l'amélioration de l'état nutritionnel des femmes et des enfants, l'accroissement de l'accès à une éducation de qualité pour tous, la promotion des activités liées à la protection sociale et la réduction des inégalités sociales et des inégalités entre les sexes.
10. Afin de remédier aux faiblesses qui, selon le PNDES, sont les causes profondes de la lenteur du développement économique du pays, trois priorités stratégiques ont été définies:
  - réformer les institutions et moderniser l'administration;
  - mettre en valeur le capital humain; et
  - revitaliser les secteurs porteurs de l'économie et l'emploi.
11. Pour ce qui est de la troisième priorité, l'accent sera mis sur:
  - le développement d'un secteur agricole productif et résilient;
  - le renforcement des capacités nationales en matière de développement et de gestion intégrée des ressources hydriques;
  - l'inversion des tendances s'agissant de la dégradation de l'environnement; et
  - la mise en valeur durable des ressources naturelles.
12. Le Gouvernement et l'équipe de pays des Nations Unies ont recommandé de prolonger le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) jusqu'en décembre 2017 afin de faciliter l'harmonisation des programmes de développement qui y sont associés avec les priorités nationales. Le prochain PNUAD couvrira la période 2018-2020.
13. Une évaluation externe à mi-parcours du programme de pays menée en avril 2014 a recommandé d'affiner le ciblage, d'améliorer les partenariats et de transférer les responsabilités au Gouvernement<sup>1</sup>. En 2015, le PAM a fourni un soutien technique et financier au Ministère de

---

<sup>1</sup> Patat, C. et Leturque, H. Avril 2014. *External evaluation of country programme*. IRAM/URD/AEDES/I. (OEV/2013/022).

l'éducation nationale et de l'alphabétisation pour l'organisation d'un atelier sur l'application de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER) aux repas scolaires. Le rapport établi à l'issue de l'atelier préconisait l'élaboration d'une politique nationale en matière de repas scolaires et des textes de loi en portant application. Le PNDES fait figurer les repas scolaires dans sa stratégie de mise en valeur du capital humain.

14. En mai 2016, le PAM a organisé la visite d'une délégation de haut niveau à son Centre d'excellence pour la lutte contre la faim au Brésil, à laquelle ont participé des représentants des ministères chargés de l'éducation, de l'agriculture, de l'économie et des finances ainsi que de sociétés privées du secteur agricole et des associations de femmes plaidant pour l'éducation des filles. Pendant la visite, le Gouvernement s'est engagé à se doter d'une politique nationale en matière de repas scolaires et de nutrition, qu'élaboreront des experts de plusieurs ministères œuvrant dans ce domaine.
15. Le projet pilote conduit par le Gouvernement et destiné à faire en sorte que les repas scolaires comprennent des produits laitiers frais d'origine locale a démarré en mai 2015. Les petits déjeuners, préparés jusque-là à partir de SuperCereal importé, le sont désormais avec des yaourts frais produits localement par de petites laiteries exploitées par des groupes de femmes. Une évaluation de ce projet pilote en a confirmé la pertinence, l'efficacité et l'efficience ainsi que l'influence positive sur les résultats scolaires. Elle a également pris note de ses effets bénéfiques sur les unités de transformation du lait exploitées par des femmes et sur les productrices de yaourt, sur les éleveurs des deux sexes et sur les bénéficiaires des repas scolaires.
16. Il faut encore progresser dans le domaine de la réduction des inégalités entre les sexes. Le score du Burkina Faso pour ce qui est de l'indice d'inégalité de genre de 2015 est de 0,631, ce qui le classe au 144<sup>ème</sup> rang sur 155 pays. Les femmes et les filles représentent environ 52 pour cent de la population totale, qui compte 19 millions de personnes<sup>2</sup>. Les femmes constituent 45,7 pour cent de la population active, dont 36,74 pour cent travaillent dans le secteur agricole. Environ 12,86 pour cent des femmes sont employées dans le secteur tertiaire. Les ménages dirigés par un homme représentent 90 pour cent de l'ensemble des ménages. En outre, les femmes représentent 1,7 pour cent des chômeurs et près de 60 pour cent de la main-d'œuvre agricole. Le taux d'analphabétisme est élevé (65,5 pour cent)<sup>3</sup>. Diverses études décrivent l'impact des inégalités entre les sexes sur le statut social, l'état nutritionnel et la situation économique des femmes. Dans certaines régions, le mariage précoce des filles est commun, ce qui pourrait expliquer leur faible taux de fréquentation scolaire: dans une étude, 52,6 pour cent des femmes s'étaient mariées avant l'âge de 18 ans<sup>4</sup>. Les mariages précoces donnent lieu à des grossesses précoces et augmentent la vulnérabilité nutritionnelle des adolescentes enceintes et de leurs bébés.
17. Afin d'appuyer l'examen stratégique national Faim zéro qui est en cours, le PAM a détaché un expert pour:
  - i) analyser la persistance des contraintes socio-culturelles au Burkina Faso, notamment celles qui exacerbent les inégalités entre les sexes en contribuant à la marginalisation des femmes et des filles et en limitant leur participation aux activités de développement et à la prise de décisions dans leur communauté et leur ménage;
  - ii) évaluer les avancées et les obstacles dans les domaines de la prise en compte de la problématique hommes-femmes et de la protection au Burkina Faso, notamment en matière de nutrition, de sécurité alimentaire, d'accès aux marchés, et de représentation et de responsabilités des femmes dans les organes de décision des communautés;
  - iii) répertorier les difficultés liées à l'inégalité entre les sexes et indiquer comment le PAM pourrait utiliser son assistance pour contribuer à la transformation des rôles et des relations entre hommes et femmes, et s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition; et

---

<sup>2</sup> Institut national de la statistique et de la démographie, 2016.

<sup>3</sup> PNDES, août 2016.

<sup>4</sup> Institut national de la statistique et de la démographie. 2010. Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples.

- iv) recenser les enseignements tirés et définir des stratégies et des approches visant à s'attaquer aux grandes inégalités entre les sexes et à atténuer les risques en matière de protection, ce qui contribuerait à renforcer les capacités des institutions nationales et partant à accroître la contribution du PAM à la réalisation de l'objectif de développement durable 5.
18. L'application des recommandations issues de ces évaluations devrait aider à réduire les inégalités entre les sexes tout en promouvant l'autonomisation des femmes, conformément à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020).

### Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

19. La présente prolongation d'une durée de 12 mois permettra au bureau de pays de concentrer ses activités dans les zones géographiques où les besoins sont les plus criants et de les harmoniser avec les priorités de développement du Burkina Faso telles qu'elles sont décrites dans le PNDES (2016–2020), le PNUAD (2018–2020) et le plan stratégique de pays provisoire de transition (2018).
20. La révision budgétaire permettra également au PAM d'accroître l'impact des activités menées dans le cadre du programme de pays tout en préparant le transfert des responsabilités au Gouvernement et en étoffant les possibilités d'améliorer la collaboration et les synergies grâce à l'instauration de partenariats avec les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, les associations locales et les organisations de la société civile.
21. En raison du manque de ressources à l'heure actuelle, le programme de repas scolaires ne sera appuyé que dans deux des quatre provinces du Sahel (Séno et Soum), où le projet pilote de distribution de yaourts est en cours. En 2018, le PAM fournira des repas scolaires à 77 000 bénéficiaires ciblés (40 040 garçons et 36 960 filles); des yaourts produits localement seront distribués à 10 000 enfants et des rations mensuelles de céréales à emporter seront remises sous certaines conditions à 4 400 filles pour appuyer leur éducation.
22. Le PAM continuera de promouvoir le renforcement des chaînes de valeur agricoles en apportant un appui aux petits exploitants des deux sexes, aux unités de transformation du lait et aux activités axées sur l'enrichissement des aliments.
23. Le PAM prévoit de progressivement remplacer l'assistance alimentaire par un appui à la mise en œuvre des politiques et au renforcement des capacités. Le transfert graduel des responsabilités conduira à terme à la mise en œuvre de programmes gérés par les communautés et financés par le Gouvernement. D'ici à 2030, tant le Gouvernement que les communautés devraient être en mesure de concevoir, d'exécuter et de gérer des programmes portant sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
24. Dans le cadre de l'IPSR 200793, des aliments sur ordonnance seront fournis aux personnes sous traitement antirétroviral souffrant de malnutrition et des activités de renforcement de la résilience, qui relevaient du programme de pays jusqu'à la crise alimentaire de 2012, seront menées.
25. L'appui qui était apporté à la prévention de la malnutrition chronique dans la région du Sahel à la faveur de l'alimentation complémentaire assurée au profit des enfants âgés de 6 à 23 mois et de l'assistance alimentaire destinée aux orphelins du sida a été suspendu en raison de difficultés de financement.

**TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE ET PAR ACTIVITÉ**

Activité	Catégorie de bénéficiaires	Effectifs actuels			Augmentation/diminution			Chiffres révisés		
		Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
<b>Composante 1: Appui à l'éducation primaire</b>										
Repas scolaires	Écoliers du primaire	371 630	328 370	<b>700 000</b>	40 040	36 960	<b>77 000</b>	411 670	365 330	<b>777 000</b>
Rations à emporter pour les filles	Écoliers du primaire	-	60 400	<b>60 400</b>		4 400	<b>4 400</b>	-	64 800	<b>64 800</b>

<b>TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE ET PAR ACTIVITÉ</b>										
Activité	Catégorie de bénéficiaires	Effectifs actuels			Augmentation/diminution			Chiffres révisés		
		Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
<b>Composante 2: Soutien nutritionnel aux groupes vulnérables</b>										
Supplémentation alimentaire ciblée (transférée à l'IPSR)	Enfants de moins de 5 ans	98 196	102 204	<b>200 400</b>	-	-	-	98 196	102 204	<b>200 400</b>
Supplémentation alimentaire ciblée (transférée à l'IPSR)	Femmes enceintes et mères allaitantes	0	66 800	<b>66 800</b>	-	-	-	0	66 800	<b>66 800</b>
Alimentation complémentaire (suspendue)	Enfants âgés de 6 à 23 mois	15 360	16 640	<b>32 000</b>	-	-	-	15 360	16 640	<b>32 000</b>
Aliments sur ordonnance (activité transférée à l'IPSR)	Personnes sous traitement antirétroviral	11 600	47 600	<b>59 200</b>	-	-	-	11 600	47 600	<b>59 200</b>
Assistance alimentaire (suspendue)	Orphelins du sida	10 800	12 000	<b>22 800</b>	-	-	-	10 800	12 000	<b>22 800</b>
<b>Composante 3: Soutien à l'économie rurale dans le contexte du changement climatique</b>										
Assistance alimentaire pour la création d'actifs (transférée à l'IPSR)	Petits exploitants	44 000	46 000	<b>90 000</b>	-	-	-	44 000	46 000	<b>90 000</b>
<b>Composante 4: Promotion des chaînes de valeur agricoles renforcées et des achats locaux*</b>										
	Petits exploitants, membres d'organisations d'agriculteurs et de producteurs et transformateurs d'aliments enrichis	19 200	20 800	b	5 768	6 576	<b>12 344</b>	24 968	27 376	<b>52 344</b>
<b>Composante 5: Renforcement des capacités nationales afin d'améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations vulnérables*</b>										
Sensibilisation, conseils sur les politiques à suivre et appui à la prise de décisions en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, de protection sociale, de résilience de programmes de repas scolaires	Pouvoirs publics à l'échelon national et local	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	1 314	1 166	<b>2 480</b>	1 314	1 166	<b>2 480</b>
<b>Total, hors chevauchement</b>		<b>483 439</b>	<b>543 261</b>	<b>1 026 700</b>	<b>40 040</b>	<b>36 960</b>	<b>77 000</b>	<b>523 479</b>	<b>580 221</b>	<b>1 103 700</b>

\* Les bénéficiaires des composantes 4 et 5 ne reçoivent pas d'assistance alimentaire et sont donc exclus du total.

## Besoins en produits alimentaires

<b>TABLEAU 2: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR ACTIVITÉ ET PAR COMPOSANTE</b>				
Activité	Produits/ transferts de type monétaire	Besoins en produits alimentaires ( <i>en tonnes</i> )/ transferts de type monétaire ( <i>en dollars</i> )		
		Chiffres actuels	Augmentation	Total révisé
<b>Composante 1</b>				
Repas scolaires et rations à emporter	Produits alimentaires	37 095	4 240	<b>41 335</b>
<b>Composante 2</b> (suspendue)	-	-	-	-
Traitement de la malnutrition aiguë modérée – enfants âgés de 6 à 59 mois	Produits alimentaires	4 356	-	<b>4 356</b>
Traitement de la malnutrition aiguë modérée – femmes enceintes et mères allaitantes	Produits alimentaires	1 726	-	<b>1 726</b>
Alimentation complémentaire – enfants âgés de 6 à 23 mois	Produits alimentaires	3 624	-	<b>3 624</b>
Aliments sur ordonnance – personnes sous traitement antirétroviral	Produits alimentaires	3 486	-	<b>3 486</b>
	Transferts de type monétaire	480 000	-	<b>480 000</b>
Assistance aux orphelins du sida	Produits alimentaires	2 531	-	<b>2 531</b>
<b>Composante 3</b> (suspendue)				
Assistance alimentaire pour la création d'actifs	Produits alimentaires	2 328	-	<b>2 328</b>
	Transferts de type monétaire	4 612 500	-	<b>4 612 500</b>
<b>Total</b>	<b>Produits alimentaires</b>	<b>55 146</b>	<b>4 240</b>	<b>59 386</b>
	<b>Transferts de type monétaire</b>	<b>5 092 500</b>	-	<b>5 092 500</b>

### Évaluation des aléas et des risques et planification des mesures de préparation

26. La province du Soum ayant été le théâtre de plusieurs grèves et attaques, le PAM suit de près l'évolution de la situation sociale et politique au Burkina Faso. Le Guide pour la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de catastrophe a été révisé en novembre 2016 et un plan d'intervention interinstitutions envisageant de multiples scénarios de risques a été mis en place. Le PAM va revoir son plan de continuité des opérations afin d'assurer le maintien des activités essentielles si les conditions de sécurité venaient à se dégrader.
27. En cas de crise politique qui entraînerait des troubles sociaux et la perturbation des marchés ou des ruptures d'approvisionnement, le PAM prévoit d'avoir recours pour assurer son assistance alimentaire à des transferts en vivres au lieu de transferts de type monétaire, ou de combiner les deux formules; il coordonnera en outre ses activités avec le Gouvernement. Le PAM établira des points de distribution sûrs aussi près des bénéficiaires que possible. Une ligne téléphonique gratuite destinée à recueillir les doléances des bénéficiaires et à y donner suite entrera en fonctionnement d'ici à la fin de l'année 2017.

28. L'insuffisance des contributions versées par les donateurs est un autre risque susceptible de compromettre les activités prévues au cours des 12 mois de la prolongation. En 2014, le bureau de pays a dû réduire ses effectifs et diminuer de manière draconienne ses activités. Afin d'améliorer les niveaux de financement, il a élaboré une stratégie dynamique de mobilisation de ressources au Burkina Faso, qui prévoit des contacts personnels périodiques avec les donateurs, effectifs et potentiels; le partage de l'information concernant les projets, les résultats, les innovations et les déficits; et l'amélioration de la visibilité des contributions existantes. Le bureau de pays a déjà mobilisé des ressources pour mener à bien ses activités dans quatre régions. En collaboration avec le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest, il examine également les possibilités de mobilisation de fonds auprès de donateurs non habituels et du secteur privé, ainsi qu'à la faveur de manifestations spéciales. Cependant, les déficits de financement persistent et certaines activités ont été suspendues, en particulier les repas scolaires dans deux provinces, l'alimentation complémentaire destinée aux enfants âgés de 6 à 23 mois et le soutien apporté aux orphelins du sida.
29. Le PAM a établi un document sur le "concept des opérations" décrivant les dispositions prévues pour faire face au risque de crise post-électorale au Burkina Faso. Ce document sera revu afin d'envisager le déplacement de la population vivant dans la province du Soum susceptible de se produire si la situation sur le plan de la sécurité empire.



## ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
<b>Produits alimentaires</b>			
Céréales	2 392	1 180 619	
Légumes secs	499	318 336	
Huile et matières grasses	249	170 145	
Aliments composés et mélanges	651	285 243	
Autres	449	1 107 713	
<b>Total, produits alimentaires</b>	<b>4 240</b>	<b>3 062 057</b>	
Transport extérieur		65 895	
Transport terrestre, entreposage et manutention		592 630	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		257 539	
<b>Produits alimentaires et coûts connexes<sup>1</sup></b>			<b>3 978 121</b>
<b>Développement et augmentation des capacités</b>			<b>1 741 277</b>
Coûts opérationnels directs			5 719 398
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir l'annexe I-B)			1 438 682
<b>Total des coûts directs du projet</b>			<b>7 158 080</b>
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			501 065
<b>Coût total pour le PAM</b>			<b>7 659 145</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

**ANNEXE I-B**

<b>COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs	341 968
Agents des services généraux	242 937
<b>Total partiel</b>	<b>584 905</b>
<b>Dépenses de fonctionnement et autres</b>	<b>230 032</b>
<b>Dépenses d'équipement</b>	<b>194 016</b>
<b>Sécurité</b>	<b>67 200</b>
<b>Voyages et transport</b>	<b>246 472</b>
<b>Études préalables, évaluations et suivi<sup>1</sup></b>	<b>116 057</b>
<b>Total des coûts d'appui directs</b>	<b>1 438 682</b>

---

<sup>1</sup> Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

## ANNEXE I-C

<b>TRANSFERTS PAR COMPOSANTE</b>						
	<b>Composante 1</b>	<b>Composante 2</b>	<b>Composante 3</b>	<b>Composante 4</b>	<b>Composante 5</b>	<b>Total</b>
Transferts alimentaires ( <i>en tonnes</i> )	4 240	-	-	-	-	<b>4 240</b>
Transferts alimentaires ( <i>en dollars</i> )	3 062 057	-	-	-	-	<b>3 062 057</b>
Développement et augmentation des capacités ( <i>en dollars</i> )						<b>1 741 277</b>



**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PNDES	Plan national de développement économique et social
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
SABER	approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation